Le pouvoir aux travailleurs

20 Juillet 2019

N° 257

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Dans ce système capitaliste, une poignée d'individus possèdent la quasi-totalité des richesses
Laissant l'écrasante majorité de la population dans la misère

Éditorial

ILS LUTTENT POUR LE CONTRÔLE DE LA MANGEOIRE, PENDANT QUE LES TRAVAILLEURS ET LES PAUVRES LUTTENT POUR LEUR SURVIE ! Page 3- 4

UN SALAIRE D'OUVRIER NE VAUT RIEN AUJOURD'HUI ! Page 5

LA MAINMISE DES FIRMES CAPITALISTES SUR LES MINES ! Page 8 - 9

SOUDAN MALGRÉ LA RÉPRESSION, LA MOBILISATION POPULAIRE SE POURSUIT Page 14-15

EDITORIAL :

- ILS LUTTENT POUR LE CONTRÔLE DE LA MANGEOIRE, PENDANT QUE LES TRAVAILLEURS ET LES PAUVRES LUTTENT POUR LEUR SURVIE !..... 3 - 4

- UN SALAIRE D'OUVRIER NE VAUT RIEN AUJOURD'HUI ! ……..... 5

- SIPROCHIM : À NOUS LES TRAVAILLEURS D'EXIGER DES PROTECTIONS ADÉQUATES 6

- ACC : LA LUTTE CONTINUE …….. 6 - 7

- DECOTEK : LES TRAVAILLEURS TIENNENT LE BON BOUT…… 7

- LA MAINMISE DES FIRMES CAPITALISTES SUR LES MINES …..... 8 - 9

- LE GOUVERNEMENT, QU'IL LE VEUILLE OU NON, N'EST QU'UN EXÉCUTANT LOCAL DES INTÉRÊTS DES CAPITALISTES !……. 9

- LE POISON QUI TUE, C'EST LE CAPITALISME ! …..... 10

- UN NOTABLE QUI NE MANQUE PAS D'AIR ! 10

- C'EST LE RETOUR AU MOYEN ÂGE !..... 11

- LA « *PAIX* » DANS LEUR BOUCHE !..... 11

- PROLIFÉRATION DE FAUX OPTICIENS ET VENDEURS DE LUNETTES : À QUI LA FAUTE ? …….. 12

- INTERDICTION DES JEUX DE HASARD : QUAND ON VEUT NOYER SON CHIEN, ON L'ACCUSE DE RAGE ……. 12

- KOUMASSI GRAND CARREFOUR, UNE AFFAIRE DE GROS SOUS ! ….. 13

- NON AUX DÉGUERPISSEMENTS ! …… 13

- SOUDAN MALGRÉ LA RÉPRESSION, LA MOBILISATION POPULAIRE SE POURSUIT …… 14

- IL FAUT CHANGER LE MONDE ……... 14 - 15

- RETOUR EN FORCE DU VIRUS EBOLA …… 15 - 16

E d i t o r i a l

ILS LUTTENT POUR LE CONTRÔLE DE LA MANGEOIRE, PENDANT QUE LES TRAVAILLEURS ET LES PAUVRES LUTTENT POUR LEUR SURVIE !

Le Rhdp, le parti du clan Ouattara, s'est déjà mis en ordre de bataille en vue de la Présidentielle prévue au mois d'octobre 2020. Dans les clans adverses, au Pdci et au Fpi, les prétendants au poste étant nombreux, ils sont encore à l'étape des conciliabules : iront-ils ensemble ou en ordre dispersé ? L'avenir le dira. De même que certains d'entre eux finiront peut-être par rejoindre le clan de Ouattara, s'ils sentent le vent aller dans ce sens et surtout si le fromage qui leur est proposé est conforme à leurs prétentions. Pour eux tous, l'objectif, c'est finalement d'être positionné au plus près de la marmite. Leur prétendue divergence politique ou idéologique n'est que du verbiage, sinon de l'habillage. Ce n'est pas par hasard que le personnel politique de tous ces partis, et d'ailleurs de tous les autres, passe de l'un à l'autre, et ces partis politiques eux-mêmes nouent et dénouent des alliances en fonction des intérêts personnels de leurs dirigeants.

Ils savent aussi que l'élection en elle-même, comme dans toutes les républiques bananières, n'est que la feuille de vigne qui cache le bourrage des urnes et les magouilles de toutes sortes. Souvent, cela ne suffit pas. Ils ont alors recours aux milices et aux bandes armées officielles comme officieuses. Et c'est l'ensemble de tout cela qui définit le camp victorieux. À ce jeu-là, en 2010, c'est Ouattara qui l'a emporté. En plus de sa propre milice armée (les forces ex-rebelles de Soro Guillaume), il a aussi bénéficié de l'appui militaire de l'impérialisme français venu à son secours.

L'objet de la guéguerre actuelle entre le pouvoir en place et son opposition concerne le contrôle de la Cei, qui est la Commission Électorale Indépendante. C'est elle qui est chargée d'organiser les élections et de proclamer les résultats. Contrairement à ce que son nom l'indique, elle n'a

évidemment rien d'indépendant. Autrement, il n'y aurait aucune raison de se bagarrer pour la contrôler. Celui qui aura la mainmise sur les postes clés de cette administration, aura la main sur les fichiers électoraux ainsi que la comptabilisation des données électorales. Ainsi, si le bourrage des urnes ne suffit pas à remporter la victoire, il y aura toujours la possibilité de trafiquer le résultat par le biais du fichier informatique.

Du point de vue des intérêts des travailleurs, quelle que soit la future équipe au pouvoir, c'est du pareil au même ! Autant qu'ils sont, ils sont tous dans le camp des riches ! Ils ne représentent, ni de près ni de loin, les intérêts des travailleurs.

Or, la situation des travailleurs se dégrade au fil des ans, depuis plusieurs décennies. Cela, du simple fait que les prix des biens de consommations augmentent sans cesse, alors que les salaires sont très bas et de surcroit bloqués.

Il serait pourtant nécessaire que les salaires suivent le rythme des augmentations des prix et soient réévalués régulièrement. Mais attendre cette simple mesure de justice sociale des exploiteurs et des tenants du pouvoir, ce serait comme attendre qu'un bouc produise du lait !

Les bourgeois, qui exploitent les travailleurs et l'Etat au service de ces exploiteurs, ne cèdent rien aux travailleurs tant qu'ils ne se font pas craindre. Seul un rapport de forces peut les obliger à tenir compte des intérêts des pauvres.

Ce ne sont jamais des élections, transparentes ou pas, qui viendront régler les problèmes des travailleurs et des populations pauvres, mais la lutte de l'ensemble du monde du travail contre la bourgeoisie qui les exploite et l'État qui les opprime.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

UN SALAIRE D'OUVRIER NE VAUT RIEN AUJOURD'HUI !

Témoignage d'un ouvrier révolté par la situation dans laquelle le capitalisme maintient la classe ouvrière dans la misère :

« Je suis ouvrier à Uniwax, une entreprise d'impression de tissu, située à la zone industrielle de Yopougon. C'est une entreprise qui a pignon sur rue. Je bénéficie d'un contrat d'embauche en CDI. Ce qui peut être considéré comme une chance parce dans cette zone industrielle, l'écrasante majorité des travailleurs sont des journaliers. Je touche autour de 100.000 F par mois. Ça sonne gros, mais c'est une somme complètement dérisoire vu mes charges et le coût de plus en plus élevé de la vie.

Je loue un deux- pièces individuel à Micao à 30.000 F. j'ai choisi d'habiter dans ce quartier parce qu'il est proche de la zone industrielle, donc j'économise en transport. Mais ce n'est pas le cas pour beaucoup de collègues qui sont obligés d'enlever de ce salaire leur transport journalier. Certains font beaucoup de km à pieds après une journée de dur labeur, tout simplement pour économiser quelques francs.

En plus de mon loyer, il y a l'eau et l'électricité à payer. Je dois acheter un sac de riz. Le sac de 25 kg, même pour les basses qualités « déni kassia » coute 8.000 F. Je préfère toujours avoir du riz à la maison. Parce qu'en cas de coup dur, quand la galère te frappe et que tu n'as plus rien, on peut toujours faire du « baka » pour nourrir la famille.

Je donne 30.000F pour la popote ce qui fait 1000 F par jour. Je suis au régime poisson fumé tous les jours. Pour manger de la viande, il faut attendre les jours de fête.

Mes enfants vont à l'école. L'unique école publique du quartier est très chargée, et j'habite très loin de là. Je suis donc obligé de les mettre dans une école privée. Chaque mois, il faut payer les mensualités de la scolarité. Chaque matin, il faut donner le déjeuner aux enfants.

Même en me serrant la ceinture à presque me couper les hanches, le salaire ne suffit pas à couvrir les besoins élémentaires. Très souvent je suis obligé de prendre une avance sur salaire pour terminer le mois. Mais l'inconvénient de ça, c'est que ça reporte les problèmes sur le mois suivant, parce que le patron ne se fera pas prier pour te couper.

Quand tu imagines qu'il y a pas mal de travailleurs qui touchent en dessous de 100.000, c'est là où tu te rends compte l'état de pauvreté dans lequel le patronat nous maintient.

Nous tous, on sait que tôt ou tard il va falloir une grande lutte des travailleurs pour exiger du patronat des augmentations substantielles de nos salaires ».

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SIPROCHIM : À NOUS LES TRAVAILLEURS D'EXIGER DES PROTECTIONS ADÉQUATES

Siprochim est une entreprise de fabrication de produits chimiques tels que poudre à laver, savon liquide, eau de javel, acide muriatique, etc. Elle est située dans la zone industrielle de Yopougon et emploie plus de 1000 travailleurs. Les conditions de travail y sont pénibles et dangereuses. À ce sujet, voici le témoignage d'un travailleur de cette entreprise.

« Nous travaillons à Siprochim et manipulons beaucoup de produits chimiques dangereux tels que la soude caustique perlée comme liquide, du LABS, l'acide chlorhydrique, le chlore concentré, des colorants de tous genres qui rentrent dans la fabrication des produits finis.

Face à ces produits dangereux, nous ne sommes pas vraiment protégés. Nous avons par exemple des cache-nez anti poussière alors qu'il faut des masques à gaz ; des gants en latex au lieu de gants en PVC. Il n'y a pas de lunettes de protections pour tout le monde. À cela il faut ajouter l'exiguïté dans laquelle nous travaillons.

Le résultat de toute cette exposition aux produits chimiques dangereux, c'est la multiplication de maladies respiratoires comme les rhumes persistants, la toux, des sinusites et certainement des maladies silencieuses que nous ignorons. Chaque année, la direction organise un semblant de visites médicales pour les travailleurs embauchés. Mais elle se garde bien de nous donner les résultats. Elle se contente de nous dire que tout va bien. Or nous sentons que rien ne va dans notre corps.

Il arrive parfois que le patron utilise de la main d'œuvre occasionnelle pour décharger des containers de soude caustique. Sans les protéger d'aucune manière, il les fait travailler en sachant très bien la dangerosité de ces produits ; tout ça pour des miettes. Jusqu'à la fin de la journée, les blessures qu'ont les gars témoignent de la corrosion de certains produits. Le patron est obligé de changer l'équipe de déchargement en permanence.

Ces patrons ne reculent devant aucune méthode pour se remplir les poches. Si nous ne faisons rien pour exiger du matériel de protection adéquat, nous risquons tous de finir gravement malades ou pire, entre quatre planches ! »

ACC : LA LUTTE CONTINUE

Les travailleurs d'ACC, une entreprise de construction et de travaux publics, sont entrés en lutte récemment. Ils réclament entre autres, le paiement des heures supplémentaires, la déclaration à la Cnps, l'alignement du salaire de tous sur le salaire le plus élevé ainsi que de meilleures conditions de travail.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Lorsque les réclamations ont été déposées à la direction, le patron, dans son arrogance, estimant que les ouvriers doivent accepter de subir l'exploitation sans lever le petit doigt, a renvoyé le représentant des travailleurs. Il croyait ainsi pouvoir les intimider tous. Ceux-ci ont répondu par un débrayage pour exiger la réintégration immédiate de leur camarade. Le patron a reculé. Le lendemain, il est revenu à la charge, et cette fois-ci, il a renvoyé trois autres représentants. Là encore les ouvriers ont répondu par un arrêt de travail immédiat, obligeant le patron à revenir encore une fois sur sa décision.

Même si pour l'instant les réclamations des travailleurs n'ont pas encore trouvé de solution définitive, les travailleurs ont fait la démonstration que seule l'union et la solidarité entre travailleurs peuvent permettre de tenir tête aux exploiteurs.

DECOTEK : LES TRAVAILLEURS TIENNENT LE BON BOUT

Les travailleurs de Decotek, l'entreprise du BTP qui construit en ce moment le siège d'Orange à la Riviera Golf, se sont engagés dans un bras de fer avec leur patron. Ils réclament le paiement des heures supplémentaires, la déclaration à la Cnps, le paiement des salaires sur bulletin, l'augmentation des salaires, le paiement des dimanches et des jours fériés selon le barème approprié.

Depuis plusieurs mois, les travailleurs tentaient de faire parvenir leurs doléances au patron. Mais tant que ce n'était que des doléances, celui-ci pouvait faire la sourde oreille. C'est ainsi que la mobilisation est allée en s'agrandissant avec la menace de grève. Pris de panique, le patron est allé demander secours à l'Inspection du travail.

Pour l'instant, sur certaines questions concernant les heures supplémentaires non payées, la Cnps, la délivrance de bulletins de paie, le patron a promis de les régler. Mais les travailleurs ne sont pas dupes. Ils savent que les promesses d'un patron ne valent rien ! Voilà pourquoi ils sont décidés à rester mobilisés jusqu'à satisfaction complète de leurs revendications.

L E U R S O C I E T E

LA MAINMISE DES FIRMES CAPITALISTES SUR LES MINES !

Le ministre des Mines et de la Géologie a déclaré : « *de tous les pays d'Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire dispose du plus important potentiel minier*… ». Il s'agit d'or, de diamant, de fer, de cuivre, etc.

Le nombre de permis de recherche est en constante augmentation. Ainsi, la production de l'or est passée de 7 tonnes en 2009 à un peu moins de 25 tonnes en 2018. Celle du manganèse a démarré en 2012. Elle était de l'ordre de 800 mille tonnes en 2018, en augmentation de 54% comparativement à l'année précédente. Ce qui plaçait la Côte d'Ivoire au 13ème rang mondial. Celle du nickel latéritique était de l'ordre de 890 mille tonnes en 2018, en progression de 134% par rapport à 2017. Celle du diamant et du coltan est encore balbutiante. Mais, il est clair que toutes ces richesses intéressent fortement les consortiums capitalistes.

Les grandes firmes capitalistes veulent évidemment s'accaparer toutes ces richesses. C'est pour faire place nette aux grandes entreprises d'exploitation de l'or que le gouvernement a décidé de faire la chasse à « *l'orpaillage illégal* ». 241 sites « *clandestins* » ont été ainsi dénombrés, occupant une vingtaine de milliers d'individus.

Le ministre a accusé ces petits orpailleurs de « *voler les richesses de la Côte d'Ivoire* » et a interpellé les chefs des villages pour qu'ils ne leur cèdent pas de terres. Évidemment, pour ce ministre, les grands groupes capitalistes qui chargent des bateaux entiers de minerais pour aller vers les Etats Unis et l'Europe, ceux-là, ce ne sont évidemment pas des « *voleurs* » mais de respectables « investisseurs » devant lesquels ils font des courbettes dans l'espoir de ramasser quelques pépites. Par contre les petites gens qui se débrouillent pour gagner leur pain, à l'exemple de ceux qui dans les villes, installent leur petit étal sur le bord des trottoirs, sont à déguerpir car indésirables !

C'est pour faire la chasse aux orpailleurs que le gouvernement a créé une force de répression spéciale dénommée Bricm (Brigade de répression des infractions au code minier). Cette brigade est composée entre autres de gendarmes, de marins et de forces paramilitaires (Eaux et Forêts).

Dans un pays comme la Centrafrique, réputé également pour ses richesses minières, le pouvoir d'Etat étant en déliquescence, les capitalistes se paient eux-mêmes leurs milices armées, des tueurs, pour chasser la petite concurrence illégale et imposer de force leurs entreprises.

En Sierra Léone, un autre pays diamantifère, alors qu'elle était déchirée par la guerre entre bandes armées rivales, l'exploitation du diamant était dirigée et organisée par des vrais tueurs sans foi ni loi. Les commanditaires de ce pillage, c'est-à-dire les banquiers et autres capitalistes occidentaux,

attendaient tranquillement en Suisse ou ailleurs sous des cieux plus cléments, que ces diamants viennent grossir leurs fortunes.

En Côte d'Ivoire, la bourgeoise n'a pas encore besoin de ces milices armées pour exploiter et piller les richesses, puisqu'elle peut le faire en toute légalité ! L'Etat, lui-même, met à son service une bande d'hommes armés tout à fait officielle, les Bricm. Cela fait plus propre et plus « *civilisé* », mais la finalité est exactement la même.

LE GOUVERNEMENT, QU'IL LE VEUILLE OU NON,
N'EST QU'UN EXÉCUTANT LOCAL DES INTÉRÊTS DES CAPITALISTES !

Au Ghana tout comme en Côte d'Ivoire, le cacao représente une grande partie des rentrées d'argent dans les caisses de l'État. Ce sont les deux plus gros producteurs mondiaux de cacao (65% de la production mondiale). Malgré cela, ils n'ont aucune prise sur la fixation du prix de cette matière première.

Le ministre ivoirien de l'agriculture en 2018, au salon international du chocolat de Paris, plaidait pour une meilleure répartition des revenus du cacao. Seulement 7% revenaient au pays producteurs. Le reste était réparti entre les gros négociants et les industriels du chocolat.

En Côte d'Ivoire, plus de 5 millions de personnes vivent de la production du cacao. Plus de la moitié de ces producteurs, selon des chiffres récents de la Banque mondiale, vivent avec moins de 750 francs Cfa journalier. Les revenus sont tellement bas que la main d'œuvre infantile est abondamment utilisée dans ce secteur.

Sous prétexte d'accorder un meilleur prix aux paysans, les deux pays se sont associés pour peser de leur poids afin d'exiger un prix planché du cacao pour la campagne 2020-2021. Du côté des dirigeants ivoiriens, la crainte d'une éventuelle baisse du prix du cacao est d'autant plus grande que l'année prochaine est une année où devrait se dérouler l'élection présidentielle et il serait mal venu d'augmenter le nombre de mécontents contre le pouvoir en place.

Le bras de fer avec les capitalistes mondiaux de la filière cacao a duré un mois, mais ces derniers n'ont évidemment rien lâché sur l'essentiel. Cela montre une fois de plus à quel point les vrais décideurs, ce ne sont pas ces gens qui se succèdent au pouvoir dans les pays sous-développés mais les puissants détenteurs de capitaux des pays industrialisés. Les dirigeants des pays africains peuvent toujours s'agiter et faire semblant de s'indigner devant la dictature du marché mondial, ils ne sont que des exécuteurs locaux, certes grassement payés, des puissances capitalistes qui dominent le commerce mondial.

L E U R S O C I E T E

LE POISON QUI TUE, C'EST LE CAPITALISME !

Un certain Kafana Koné, « *ministre auprès du Président de la République* », a ouvert les travaux de « *réflexions sur la sécurité sanitaire des aliments* ». Cette rencontre était organisée par l'Ascad (l'Académie des sciences, des arts, des cultures d'Afrique et des diasporas africaines). L'occasion était belle pour ces gens du gouvernement de tenir de beaux discours.

Ainsi, ce ministre a déclaré : « *Aujourd'hui, les maladies d'origine alimentaire dues aux produits chimiques tuent des milliers de personnes chaque année. C'est pourquoi, nous nous réjouissons de ces ateliers de réflexions et fondons un grand espoir que les résolutions issues des travaux vont contribuer à garantir aux populations ivoiriennes une alimentation saine, de qualité et en quantité* ».

Pour ce qui est d'avoir de la « *qualité et de la quantité* », ce n'est ni de ce ministre ni de son gouvernement que les travailleurs devront attendre quelque chose mais seulement de la lutte acharnée qu'ils devront mener contre les exploiteurs !

Ce sont les gens qui se succèdent aux pouvoir ainsi que les capitalistes qui sont les affameurs et les empoisonneurs du peuple. L'exemple du scandale du Probokoala et plus récemment celui du riz avarié, nous a montré ce dont ces gens-là sont capables de faire pour s'enrichir. Et ce n'est là que la partie visible de l'iceberg !

Où s'est envolée la grande partie de l'argent destiné aux victimes du Probokoala ? Où sont passées les 18 mille tonnes de riz impropre à la consommation et qui ont été saisies par les autorités ? Quel ministre ou haut dignitaire de l'Etat a été mis en prison pour ces faits criminels ?

Alors, ce ministre peut toujours raconter ses salades sur ses « *ateliers de réflexion* » complètement bidon !

UN NOTABLE QUI NE MANQUE PAS D'AIR !

Après les déguerpissements à Abobo, Yopougon, Koumassi et autres, les autorités ont annoncé que dans la commune de Treichville, les mêmes opérations débuteront le 22 juillet. Ce sera comme partout, avec l'appui massif des forces de l'ordre.

Le 1er adjoint au maire a déclaré sans rire que « *l'opération de déguerpissement initié par le maire François Albert Amichia et son conseil ne vise pas les intérêts des populations* ». Oh, que non ! C'est pour leur bien, tout comme les bombes lacrymogènes et les coups de matraque qui vont avec !

L E U R S O C I E T E

C'EST LE RETOUR AU MOYEN ÂGE !

Des inconnus ont décapité une statue de la vierge Marie d'une paroisse dans une localité située à quelques kilomètres d'Agboville. Des échanges houleux auraient eu lieu la veille entre des chrétiens catholiques et des adeptes d'une secte religieuse concurrente.

Ce qui a amené le Directeur Général des Cultes (ça existe ! Il faut bien caser les amis du pouvoir) à participer à une « *messe de réparation* ». Il a promis de financer au frais de l'État un pèlerinage à des fidèles de cette paroisse. Voilà comment on finance sa clientèle.

C'est dire que l'argent, il y en a oh ! Sauf pour les travailleurs.

LA « *PAIX* » DANS LEUR BOUCHE !

Bédié s'est envolé pour Paris dans le cadre de la remise du prix Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la « *paix* ». Il a dit qu'il a aussi l'intention de rencontrer Gbagbo en Belgique.

Ce monsieur est un spécialiste pour parler de « *paix* » ! Exactement et au même titre qu'il est spécialiste de la propagation des idées xénophobes et haineuses!

Pour mobiliser ses troupes en vue de l'élection Présidentielle de l'année prochaine, il a tenu un discours xénophobe, alors même que les morts du conflit ethnique entre malinké et baoulé à Béoumi n'étaient pas encore tous enterrés.

Bédié s'est en effet attaqué aux « *étrangers* » qui envahiraient selon lui la Côte d'Ivoire. Dans sa bouche, Il faut évidemment comprendre par « *étrangers* », non pas les capitalistes américains, français ou autres qui pillent les richesses du pays, mais les pauvres travailleurs qui cherchent du travail là où ils peuvent. Au même titre que certains travailleurs ivoiriens s'en vont en Europe pour « *se chercher* ».

Le calcul politique n'est jamais loin quand ces gens-là parlent de la « *paix* », de la « *réconciliation* » ou d'autres choses de ce genre. Un jour ils parlent de paix et un autre jour ils diffusent des idées haineuses comme la xénophobie ou l'ethnisme, cela dépend des circonstances.

Son idée d'aller à la rencontre de Gbagbo fait également partie d'un calcul politicien. Ils vont probablement discuter de la stratégie à suivre pour revenir à la mangeoire.

L E U R S O C I E T E

PROLIFÉRATION DE FAUX OPTICIENS ET VENDEURS DE LUNETTES : À QUI LA FAUTE ?

Le ministère de la Santé a procédé au contrôle de près de 400 structures d'opticiens et vendeurs de lunettes. D'après lui, près de 140 propriétaires soit 35% n'ont pas de diplômes et exercent illégalement cette profession. Et le contrôle n'est pas encore fini, paraît-il !

En effet, depuis quelques années, ces « opticiens » fleurissent et délivrent des lunettes pharmaceutiques à des personnes pour qui c'est primordial. Quels dégâts sur les yeux ou le porte-monnaie, ces faux opticiens ont pu créer ? On ne le saura jamais !

L'Etat a laissé faire et aujourd'hui que ça devient un véritable problème, il fait semblant de s'en apercevoir.

INTERDICTION DES JEUX DE HASARD : QUAND ON VEUT NOYER SON CHIEN, ON L'ACCUSE DE RAGE

Le gouvernement a pris la décision d'interdire les jeux de hasard illégaux et clandestins comme le loto ghanéen, car pour lui ce serait « *un terreau favorable à la réalisation d'activités criminelles telles que le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme* ». Il ajoute que cela protégera « *la population, notamment les mineurs et les personnes vulnérables contre l'addiction aux jeux* ».

Il ne faut pas être devin pour savoir que si l'État veut interdire ces jeux de hasard qui se propagent dans les quartiers pauvres, c'est parce qu'ils font une concurrence à la société nationale qui est la LONACI censée avoir le monopole des jeux en Côte d'Ivoire. Ce sont tous ces milliards qui lui échappent qui le font courir ! Sa prétendue lutte contre le crime et l'addiction au jeu ne sont que des prétextes !

D'ailleurs, si ces jeux dont la mise commence à 25 F gagnent autant de terrain, c'est à cause de la misère. En effet, une partie de la population peine à joindre les deux bouts ; la majorité des jeunes sont sans emploi ; la perspective d'un petit gain peut pousser certains vers les jeux.

Quant à l'addiction que le gouvernement prétend combattre, ce n'est que du pipeau. La vérité c'est qu'il voudrait bien que les joueurs soient accrocs aux jeux mais uniquement à ceux qui lui rapportent de l'argent. Sinon, pourquoi fait-il de la pub pour promouvoir ceux de la LONACI ?

L E U R S O C I E T E

KOUMASSI GRAND CARREFOUR, UNE AFFAIRE DE GROS SOUS !

La gare de woro-woro du grand carrefour de Koumassi a laissé place à un chantier de construction. Il y a de cela un mois, le maire de Koumassi, ancien ministre et ponte du pouvoir en place, a profité d'une bagarre entre « *syndicats* » (gangsters qui gèrent ce genre d'espaces) pour mettre la main sur cet espace.

Dans les journaux et autres médias, tous ont salué l'action du maire qui aurait déguerpi un haut lieu de banditisme. C'est prêter de bien nobles intentions à ce monsieur. Cette gare routière en bordure du VGE, un des plus grands boulevards et des plus fréquentés de la capitale, occupait une place trop intéressante !

En homme d'affaires avisé, le maire cherchait en réalité une occasion pour s'en emparer. La célérité avec laquelle les travaux ont été entamés montre bien qu'il avait déjà un projet de prévu.

Rappelons qu'en 2011-2012 à Abobo, la mairie avait agit de la même façon. La gare routière qui se trouvait en plein centre-ville, sous prétexte de lutter contre l'insalubrité et le banditisme, a été déguerpie. Une fois que le maire d'alors a mis la main sur l'emplacement de la gare routière, il a laissé les « *syndicats* » créer de nouvelles gares sur la seule voie express de la commune. Ainsi, ils ont continué leur activité de rackets sur les transporteurs, tout en occasionnant des bouchons aux heures de pointe.

Aujourd'hui aussi à Koumassi, l'intention du maire n'est pas de mettre fin aux rackets des « *gnambro* ». Ces derniers ont déjà trouvé d'autres endroits, peut-être en accord avec les autorités municipales et étatiques, pour continuer leurs activités lucratives. En quelque sorte, le maire en plus gros rapace, a simplement dépossédé de plus petits d'un endroit prisé.

NON AUX DÉGUERPISSEMENTS !

Durant le mois de juin on a assisté à une vague de déguerpissement des petits vendeurs dans la commune de Yopougon, d'Abobo et Koumassi. Pour cela, les autorités ont déployé les forces de répression, des bulldozers, des camions… mettant ainsi de nombreuses plusieurs familles dans une précarité encore plus grave.

C'est dans la même lancée que le 28 juin dernier, la ministre de la Salubrité a invité les maires de Côte d'Ivoire à planifier le déguerpissement des installations soi-disant anarchiques dans leur localité. D'après elle, cette opération a pour but de rendre les villes propres.

Ce ne sont pas les pauvres qu'il faut chasser mais ceux qui sont responsables de cette pauvreté, c'est-à-dire les capitalistes et leurs serviteurs qui sont au pouvoir.

SOUDAN
MALGRÉ LA RÉPRESSION, LA MOBILISATION POPULAIRE SE POURSUIT

Le 3 juin, les Forces armées rapides (RSF) ont envahi la place devant le siège de l'état-major de l'armée, là où les rassemblements populaires sont permanents. L'armée a détruit les tentes et tiré sur des manifestants. Il y a eu plus de cent morts et des centaines de blessés. Les grands axes de Khartoum ont été quadrillés par les forces des diverses unités militaires soutenant le Conseil militaire de transition (TMC). Et l'université qui se trouve à proximité, pourtant fermée depuis le début des manifestations, a été saccagée par les ex-miliciens Janjawids réputés pour leur férocité. C'est pour punir les étudiants et les professeurs qui sont parmi les dirigeants de la protestation.

Le 5 juin, le général Abdel Fattah Al-Burhane dirigeant de la TMC, a déclaré que les négociations avec l'opposition sont considérées comme nulles.

La population soudanaise ne s'est pas découragée. Le 30 juin, à l'appel de l'Alliance pour la liberté et le changement, des centaines de milliers de femmes et d'hommes sont descendus dans les rues. Mais cette fois-ci les dirigeants de l'armée n'ont pas donné l'ordre de réprimer les manifestants.

Les dirigeants de l'opposition veulent forcer l'armée à négocier autour d'une table pour qu'elle accepte un compromis de gouvernement entre civils et militaires. Finalement, le 5 juillet, la junte militaire a accepté de signer un accord de partage de pouvoir avec l'opposition civile représentée par l'Alliance pour la liberté et le changement.

Si la junte accepte maintenant un accord avec l'opposition, c'est pour mieux la soumettre plus tard. D'autre part les alliés du Soudan dans la région, l'Égypte et l'Arabie Saoudite, préfèrent le calme dans ce pays. Ils craignent que la protestation s'étende chez eux.

Depuis la chute d'Omar Al-Béchir, les revendications de la population pauvre sont loin d'être satisfaites. Elle subit l'augmentation permanente des prix et le poids de la dictature. Le compromis que signe l'opposition est une voie sans issue. Il est plus que nécessaire que la classe ouvrière du Soudan profite de la situation actuelle pour créer une organisation indépendante pour faire céder la bourgeoisie et mettre en place un État qui prenne en compte ses intérêts.

IL FAUT CHANGER LE MONDE

Un rapport de l'ONU signale que la faim dans le monde touche maintenant 821 millions de personnes, soit 10,8 % de l'humanité. En Afrique ce fléau touche 20% de la population. Ces chiffres sont en hausse depuis 3 ans. Si l'on ajoute les personnes touchées par la famine et celles touchées par l'insécurité alimentaire, il y a plus de 2 milliards de personnes qui n'ont pas régulièrement accès à de la nourriture saine et en quantité suffisante.

Ces chiffres accablants illustrent l'aberration de l'organisation sociale de la société, car les connaissances, les capacités productives sont largement suffisantes pour nourrir toute la population.

RETOUR EN FORCE DU VIRUS EBOLA

Cette maladie a causé la mort de 1 700 personnes en République Démocratique du Congo depuis l'été dernier. La mort récente à Goma (2e ville du pays) d'une personne portant le virus d'Ebola a fait que l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) a classé l'épidémie actuelle au rang d' « *urgence sanitaire mondiale* ». Cette ville située sur les rives du lac Kivu est un carrefour important dans la région car elle se trouve à proximité des frontières avec le Rwanda et l'Ouganda. De ce fait, il y a de grands risques que le virus circule à l'intérieur de ces trois pays et aille plus loin.

Les autorités ougandaises ont commencé à procéder à une sorte de chasse à l'homme sous prétexte de mettre la main sur des personnes qui auraient pu croiser la personne contaminée.

Rappelons que lors d'une précédente vague d'épidémie survenue entre 2014 et 2016, la Guinée, le Libéria et la Sierra Léone ont été fortement touchés puisque 11 300 décès y ont été dénombrés. Dans ces trois pays, des quantités importantes de militaires ont été déployés autour des villages infestés par le virus pour imposer une mise en quarantaine des populations déjà misérables en temps ordinaire. Il a été interdit aux cultivateurs d'aller travailler dans leurs champs ou d'échanger des produits avec les villages voisins. Dans de nombreuses localités cela a eu comme conséquence de faire mourir les gens de famine, de dénuement autant que de la fièvre Ebola. Les aides que les dictateurs locaux ainsi que les grandes puissances ont fait miroiter, ne sont jamais parvenues aux villages touchés par l'épidémie.

À l'heure actuelle dans la région de Goma beaucoup de personnes qui ont une fièvre ne la déclarent pas de peur qu'on les enferme dans les centres de traitement qui ont la réputation d'être des sortes de mouroirs dépourvus du minimum.

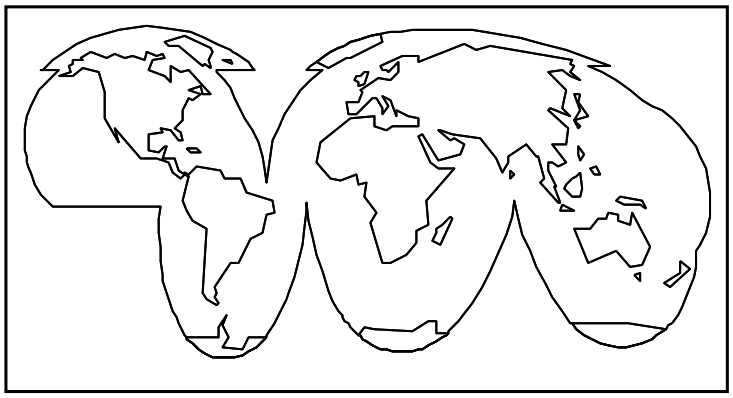
Le désarroi et la souffrance de la population n'empêchent pas l'exploitation capitaliste de se faire. Le sol et le sous-sol de cette région regorgent de multiples richesses dont la cassitérite qui est extraite par Alphamin, une prospère société américano-sud-africaine.

Il est vrai que la science n'a pas encore réussi à mettre au point un traitement efficace contre cette maladie mortelle qui frappe les populations de nombreux pays d'Afrique. Un vaccin existe à l'échelle expérimentale, mais les quantités disponibles de doses sont largement insuffisantes pour faire face à l'épidémie actuelle.

Les experts du comité d'urgence réunis à Genève ont exprimé leur déception au sujet du financement de l'aide par les grandes puissances. Les recherches sur les traitements de la maladie piétinent du fait du manque de ressources financières consacrées à

cet effet. Quant aux capitalistes qui ont la mainmise sur l'industrie pharmaceutique et la fabrication des vaccins, eux ils ne sont intéressés que par les profits réalisables. De leur point de vue, les populations d'Afrique sont trop pauvres pour pouvoir se payer les traitements nécessaires pour cette maladie grave comme pour bien d'autres moins graves mais qui continuent de tuer.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.